Tribune Huguette Tiegna – Députée du Lot

« Soyons équitables pour notre ruralité »

La Députée du Lot, Huguette Tiegna, revient sur la place centrale que doivent tenir les départements ruraux dans la grande concertation, lancée par le gouvernement le 15 janvier 2019.

Le Président de la République a entamé le 15 janvier sa tournée des régions françaises à la rencontre des maires dans le cadre du Grand Débat National. Cette concertation nationale est importante, attendue et inédite, sur le fond comme sur la forme. Le choix de s'entretenir avec les 700 maires de la Région Occitanie dans le Lot, plus précisément à Souillac, le vendredi 18 janvier 2019, est cohérent tant notre département est représentatif des défis contemporains que doit relever notre ruralité. Dans le cadre de ce rassemblement de travail, le Président de la République vient avant tout pour écouter les doléances et laisser la parole aux maires, dont la place dans le débat démocratique est prépondérante, et qui ouvrent leurs mairies pour que les citoyens puissent commencer à exprimer leurs attentes et venir déposer leurs doléances.

Dans le cadre du Grand Débat, je souhaite que nous mettions au premier plan le territoire que nous défendons, ses atouts et les problématiques de terrain que nous rencontrons, sans démagogie, sans censure. Pour ma part, et ce depuis le début de ma mandature, j'ai pu constater, au cours de mes nombreuses réunions de travail dans le Lot, l'ampleur de la tâche à laquelle ce gouvernement, les parlementaires, dont je fais partie, et les élus locaux doivent faire face, tant les fractures sociales, économiques, démocratiques et territoriales se sont agrandies aux cours des trente dernières années. Il est de notre responsabilité en tant qu'élus engagés, en tant que citoyens responsables, de relever ces défis dans l'intérêt général.

Le gouvernement et la majorité parlementaire ont démontré depuis 18 mois une volonté d'améliorer et d'accompagner la ruralité, ses habitants, ses artisans et commerçants, ses retraités, ses chefs d'entreprises, ses associations, ses enfants. C'est dans un souci de réalité du terrain que le Premier Ministre a lancé, à la Maison de Service au Public de Biars-sur-Cère, lors de sa visite dans le Lot en décembre 2017, l'expérimentation de la « Carte blanche » déléguant des moyens humains, techniques et financiers pour réinventer un service public adapté et façonné aux besoins du territoire.

Le gouvernement et la majorité parlementaire ont travaillé à la mise en place de réformes essentielles telles que le Plan Climat, la Loi Agriculture et Alimentation avec 50 % de produit bio et locaux à l'école et pour la restauration collective, le Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises et la simplification administrative, la réforme du Droit du Travail, la réforme de l'apprentissage et de la formation, la loi ELAN, le pacte ferroviaire, la loi Asile et Immigration. De nombreux dispositifs et mesures ont eu des effets immédiats sur la vie dans nos territoires, j'en veux pour preuve le dispositif « cœur de ville », les « territoires d'industrie », la police de la sécurité du quotidien, la suppression progressive de la taxe d'habitation et l'augmentation du minimum vieillesse.

Le Handicap a été désigné priorité du quinquennat et, au-delà de toute manœuvre politicienne, a fait l'objet de travaux ayant porté leurs fruits en 2018 avec une hausse de 20 000 élèves en situation de handicap scolarisés et 253 nouvelles Unités Localisés pour l'Inclusion Scolaire.

Laissons place au débat !

En ce qui concerne le Grand Débat National et son pilotage, le Premier Ministre a désigné Sébastien Lecornu et Emmanuelle Wargon, respectivement Ministre chargé des Collectivités territoriales et Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Transition écologique et solidaire, ont été chargés d'animer la consultation qui se tient du 15 janvier à mi-mars pour aboutir sur des décisions concrètes. Une «

mission du Grand Débat National » est créée par un décret publié le 15 janvier 2019. Placée sous l'autorité du Premier ministre, cette mission interministérielle organisera la logistique du grand débat et se mettra à la disposition de tous ceux qui souhaitent participer à son organisation. Il a été mis en place une palette d'outils à disposition des citoyens qui souhaitent prendre part au Grand Débat National, lequel se déploie d'abord à partir de réunions d'initiatives locales. Ainsi, depuis le 15 janvier, chacun peut accéder à la liste des débats organisés dans sa région sur le site internet : www.granddebat.fr et à compter du 21 janvier, les contributions de chacun pourront y être déposées.

Soyons utiles et efficaces !

Nous, élu(e)s locaux, nous, élu(e)s de la ruralité, au-delà de tout clivage, sommes les garants de la bonne conduite de l'Etat, nous sommes la première ligne de notre démocratie. Nous devons être des facilitateurs dans le pilotage de ce grand débat pour sa réussite, en renouant le dialogue démocratique. Notre engagement doit être exemplaire, cela sera d'ailleurs le fond de la prochaine réforme constitutionnelle prévue pour le printemps 2019.

Comme je le fais depuis le début de mon engagement, j'assure ma mission d'élue de la Nation et de terrain avec respect de mes concitoyens et je ne me déroberai pas face aux défis locaux et nationaux que sont les nôtres : ceux de permettre au pays et à ses habitants de retrouver confiance en eux, en leur capacité à avancer collectivement en vivant du fruit de leur travail et de façon solidaire avec les plus démunis. Je souhaite mettre en exergue, en tant que Députée du Lot, cette ruralité diverse, dynamique et innovante que nous devons renforcer dans sa filière touristique, agricole, industrielle, formation, éducation et sociale. Notre ruralité est une richesse pour le pays qu'il faut savoir exploiter, nous devons la rendre de nouveau plus attractive et, pour cela, croire davantage en nous, en notre capacité à appréhender le changement et à innover, dans le Lot, reclassé à 100 % en Zone de Revitalisation Rural et 100 % en zones défavorisées agricoles (montagne, piémont et zone défavorisée simple).

Soyons équitables avec notre ruralité !

Garantir à chaque citoyen un égal accès aux services et au numérique et à ses usages, sur tout le territoire. Par exemple, grâce au déploiement des Maisons de services au public ou le plan France Très Haut débit. Renforcer les capacités des territoires et de leurs élus à porter et développer une action publique de proximité, adaptée aux besoins des citoyens et des entreprises locales. Dépasser les logiques de concurrence territoriale, en redonnant de l'attractivité aux bourgs-centres et aux villes moyennes et en accentuant les échanges entre territoires ruraux et urbains (via des contrats de coopération métropolitaine, par exemple). Voici les trois grands axes de l'Etat pour valoriser notre ruralité.

Je sais, au contact des habitants de mon département, combien certains choix gouvernementaux ont pu heurter le quotidien de certaines personnes et nous devons travailler afin d'améliorer les mesures qui pourraient ne pas être en adéquation avec la vie en ruralité. C'est pour cela que je n'hésite pas à organiser des réunions publiques de proximité et des ateliers en amont des lois, par exemple, la loi sur le droit à l'erreur, la loi agriculture, la loi pacte, la mission volontariat, la dépendance du grand âge…

C'est pour cela aussi, qu'au cours des deux prochains mois, quatre thèmes prioritaires ont été ciblés et seront travaillés par toutes celles et ceux qui le souhaitent et je serais à vos côté. Tout d'abord les impôts, les dépenses et l'action publique seront débattus. Dans un second temps, l'organisation de

l'Etat et des collectivités publiques. Ensuite, la transition écologique. Enfin, la Démocratie, la citoyenneté et le vivre ensemble.

La mobilisation des dernières semaines à permis de mettre en avant des sujets essentiels qui touchent les habitants des départements tel que le nôtre : la problématique de la mobilité, de la lutte contre la pauvreté, de la démographie médicale, de l'engagement citoyen, de la vie associative, du pouvoir d'achat, de l'offre éducative, culturelle et du service public. Autant de thèmes dont le gouvernement se charge et dont nous devons débattre, en toute clarté, dans nos circonscriptions, afin d'élaborer un socle de propositions communes issues de l'effort commun auquel il est temps de consentir.

Le Gouvernement prendra en compte tous les avis et propositions exprimés dans le respect de la méthode et des règles du Grand Débat National, selon les principes de transparence, de pluralisme et d'inclusion, de neutralité, d'égalité, de respect de la parole de chacun.

En effet, Citoyens, élus et institutions, organisations à but lucratif ou non lucratif, nous souhaitons que le plus grand nombre participe et organise les débats. La plateforme numérique met à disposition des organisateurs potentiels des outils tels qu'un kit méthodologique et des fiches de présentation des thèmes mis au débat.

Et j'invite les Lotoises et Lotois à participer. Car ne nous y trompons pas, nous sommes dans une période charnière où la réussite de ce débat sera la réussite de tous et pour tous. Nous avons besoin de toutes les forces vives pour transmettre à nos enfants, nos petits-enfants, un pays, un territoire qui croit en eux et leur offre la perspective, non pas de survivre, mais de vivre dignement dans un futur imprévisible.

Chacun d'entre vous, là où vous êtes, d'où vous agissez, est dépositaire d'une part de notre présent et de notre avenir. Dans cette période, où règne parfois la désinformation, nous avons un seul choix à faire, celui de réussir ensemble.

Comme Epictète l'a dit : « Tout est changement non pour ne plus être mais pour devenir ce qui n'est pas encore »